

10 Le Canada et ses valeurs : politiques et pratiques

André Donneur

Bonjour, je suis le professeur Donneur de l'Université du Québec à Montréal et je vais vous parler du Canada et de ses valeurs. Ce sont mes propres propos ici présentés, mais je suis en accord sur certains points avec le professeur John Kirton.

L'étude de la politique étrangère canadienne soulève de nombreux débats; diverses orientations idéologiques sont identifiables. Une première école de pensée, les partisans de l'**internationalisme libéral**, insiste sur un certain nombre de thèmes dont celui du fonctionnalisme. Le fonctionnalisme réfère spécifiquement au fait que chaque État doit être représenté dans les institutions internationales en proportion à sa contribution aux objectifs de cette organisation. Ils insistent aussi sur le fait que le Canada est une puissance moyenne médiatrice. De plus, selon cette approche, un aspect du Canada est représenté sous la forme d'un internationalisme distributif, c'est-à-dire que le Canada essaie de combler les disparités entre États riches et États pauvres.

Toutefois d'autres perçoivent le Canada comme un État plutôt **mineur, dépendent** et en quelque sorte **satellite** des États-Unis. C'est donc une approche de dépendance où l'on insiste sur l'aspect de la dépendance économique du Canada, sur son manque d'autonomie dans ses politiques militaires, principalement à l'époque de la guerre du Vietnam, et finalement sur son manque d'autonomie culturelle.

Il y en a d'autres qui considèrent que le Canada est une puissance principale. Il s'agit de l'approche néolibéraliste, que le professeur John Kirton a nommé le **néolibéralisme complexe**. Le Canada, parce qu'il possède un surplus de capacités, peut agir et exercer son influence à l'échelle internationale parmi les principales puissances.

Ces trois approches possèdent certains éléments qu'il est possible de qualifier comme vrais et importants. Seulement, en ce qui concerne le sujet d'intérêt de cet exposé, soit la participation du Canada au G8, il sera ici défendu que le Canada a joué un rôle de puissance majeure et il est possible d'illustrer les contours de ce rôle par un rapide survol de ses pratiques et de ses politiques.

A. Valeurs distinctives du Canada

Le Canada reflète et possède à l'échelle internationale un certain nombre de valeurs importantes. La première d'entre elles, et je me permet de citer le professeur John Kirton, fait référence à un *mondialisme* à l'échelle de la communauté planétaire qui est fortement ancré dans la mentalité des Canadiens. La seconde valeur importante correspond au *multiculturalisme*. En effet, le Canada s'est révélé très ouvert aux différentes cultures et il va de soit que multiculturalisme et bilinguisme vont de paire. En troisième position, il existe chez les Canadiens, une certaine *ouverte d'esprit* au monde qui complémente la valeur du globalisme. Quatrièmement, il existe une méfiance face à l'utilisation de la force — *antimilitarisme* — et ce, en insistant principalement sur l'aspect de sécurité. À cela s'ajoute comme le Professeur Kirton le signal, et que j'ai aussi souvent mentionné, la renonciation volontaire à l'arme nucléaire. Si le Canada a souvent participé à des missions de maintien la paix et d'utilisation de la force dans des conflits, par exemple, tout récemment en Afghanistan, c'est un peu par la force des choses. Cinquièmement, il y a également insistance sur l'*environnementalisme*, une valeur que le Canada voudrait voir développé plus rapidement. L'*égalitarisme* constitue une autre valeur, celle-là basée sur l'idée de la redistribution des richesses. Finalement, une très grande implication dans les organisations

internationales est considérée comme valorisante. Grâce à sa participation au Commonwealth, qui lui permet de créer des liens avec de nombreux pays et, en tant que l'un des 40 pays membres de la Francophonie, le Canada entretient des rapports privilégiés avec ces pays. Il s'agit autant de pays industrialisés que de pays en développement. L'organisation pour le Traité de l'Atlantique Nord (OTAN), l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE), l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), l'Organisation des États américains (OEA) et la Coopération économique Asie-Pacifique (APEC) forment un ensemble d'institutions auxquelles le Canada participe activement. Évidemment, à cela s'ajoute sa participation au G8.

B. Priorités de la politique étrangère du Canada

Ces valeurs nationales distinctives se sont manifestées dans les priorités formelles de la politique étrangère du Canada, comme l'indique le livre blanc, *Le Canada dans le Monde : Le cadre stratégique de la politique étrangère du Canada*, qui a été adopté le 7 février 1995 par le gouvernement actuel. Les trois objectifs, toujours en vigueur, sont la « promotion de la prospérité de l'emploi », « la protection de la paix mondiale comme moyen d'assurer notre sécurité », et finalement la « protection des valeurs et de la culture canadienne ». Ces objectifs avaient été formulés après une évaluation de la position canadienne dans le monde. Cette évaluation décrivait le Canada comme une puissance majeure possédant une position de leader dans les sociétés avancées et une position géographique lui donnant un avantage dans les nouveaux pôles de développement situés dans le Pacifique et en Amérique Latine. Le Canada pouvait donc faire avancer ses intérêts globaux par un rôle actif au sein de tous les regroupements internationaux importants; les valeurs précédemment présentées étant un garant de cette influence.

La « promotion de la prospérité de l'emploi » est au cœur du programme du gouvernement

canadien. En fait, l'idée d'œuvrer en faveur d'un système commercial ouvert, grâce à l'Organisation mondiale du commerce (OMC), est proposition qui fut amenée par le Canada. Cette priorité souligne l'importance du commerce international, un élément clé de l'ouverture du Canada et de ses efforts d'internationalisation.

La deuxième priorité visant la « promotion de la paix comme moyen d'assurer notre sécurité » vise à éviter l'utilisation de la force, tout en tenant compte d'une conception plus large de la sécurité : elle doit être humaine, elle doit promouvoir la bonne gouvernance et la démocratie, les droits humains et la prospérité par le développement durable.

Dans le cas du troisième objectif, la déclaration indiquait que la « promotion des valeurs et de la culture canadiennes » jouait un rôle important dans notre succès sur la scène mondiale. Les valeurs de la déclaration intimement liées à l'identité canadienne étaient les suivantes : la démocratie, la primauté du droit, les droits de la personne, la protection de l'environnement, le développement durable et les diverses mesures d'aide, dont la redistribution, l'assistance technique et juridique.

Le Canada a fait la promotion de la prospérité et de l'emploi par la signature de l'Accord de libre-échange nord-américain, par sa participation aux rondes de négociations de l'OMC en Uruguay, par la mise en branle de négociations plurilatérales en matière de libre-échange avec ses partenaires de l'APEC et dans les Amériques et par sa participation à la conclusion d'ententes bilatérales en matière de libre-échange avec plusieurs états des Amériques, de l'Asie, de l'Europe et du Moyen-Orient. Le Canada a également contribué au maintien de la paix et à la sécurité mondiale en déployant des troupes pour protéger les minorités du Kosovo en 1999 et par sa participation militaire en Afghanistan pour lutter contre le terrorisme.

Finalement, ses valeurs retrouvent leur place au sommet qui va se tenir à Kananaskis plus particulièrement la question du terrorisme et celle de la redistribution, car tout le

programme à l'égard de l'Afrique va dans cette direction. En ce qui concerne le troisième point important à l'ordre du jour, soit la croissance économique, le Canada aura aussi la chance de faire valoir ses valeurs, car il existe une correspondance élevée entre la valeur de redistribution et celle de l'appui envers la croissance économique des pays du sud. Bien sûr, les choses ne vont pas sans difficultés, seulement il semble qu'une ligne directrice soit assez bien tracée.

Note : Ce conférence a été préparé en collaboration avec John Kirton.

Références

CANADA, *Canada dans le monde: Le cadre stratégique de la politique étrangère du Canada*, 1995 <www.dfait-maeci.gc.ca/foreign_policy/cnd-world/menu-fr.asp> (mai 2002).

STAIRS, Denis, « Political Culture of Canadian Foreign Policy », *Revue canadienne de science politique*, 15 (décembre 1982): 667–690.

Documents supplémentaires suggérés

KIRTON, John, « Creating Coherence in Global Environmental Governance: Canada's 2002 Opportunity ». Présenté au conférence de « Canada @ le Monde, » commandité par le Project de recherche sur les politiques, Ottawa, 30 novembre à 1 décembre 2000 <www.g7.utoronto.ca/g7/scholar/kirton200004/kirton200004.pdf> (mai 2002).

KIRTON, John, « Canadian Foreign Policies Since September 11: Implications for Canada in North America in the World ». Préparé pour une soumission au Comité permanent des affaires étrangères et du commerce international, Ottawa, 22 novembre 2001 <www.g7.utoronto.ca/g7/scholar/kirton2001/kirtonnov2101.pdf> (mai 2002).

KIRTON, John, « Generating Effective Global Environmental Governance: Canada's 2002 Challenge ». Présenté à une session sur « Governance: The Role of International Organizations, » au conférence de « The Environmental Balance Sheet: Green or Red? » de l'Institut canadien des affaires internationales, Ottawa, 26–28 octobre 2001 <www.g7.utoronto.ca/g7/scholar/kirton2001/ciia-ottawa.pdf> (mai 2002).

Questions à débattre

1. Quels sont des autres valeurs distinctifs du Canada?
2. Quels sont des autres valeurs distinctifs de chacun des autres G8 pays?
3. À quel mesure est-ce que le politique étrangère du Canada reflète les valeurs distinctifs canadiens, plutôt que ses intérêts nationaux ou des autres facteurs?
4. Comment est-ce que et devrait le valeur canadien de l'environnementalisme influence la position canadienne au Sommet mondial sur le développement durable qui aura lieu en Johannesburg, Sud Afrique, en septembre 2002?
5. Est-ce que le Canada peut se permettre à retirer des institutions internationales dont il est couramment membre? Laquelle ou lesquelles? Qu'est-ce que c'est les bénéfices et coûts?
6. Quel est le trait le plus attrayant et le moins attrayant du Canada?
7. Si vous étiez invité à écrire une déclaration de la politique étrangère aujourd'hui, quelles sont les priorités que vous sont les plus important en ce moment, et pourquoi?
3. Le système légal du Canada s'est basé sur :
 - a. la loi commune
 - b. la loi civile
 - c. le loi commune et la loi civile
 - d. ni le loi commune ni la loi civile
4. Le marché d'exportation du Canada est :
 - a. les États-Unis
 - b. l'Union européen
 - c. le Japon
 - d. l'Afrique
5. L'année de la confédération du Canada était :
 - a. 1776
 - b. 1756
 - c. 1867
 - d. 1982
6. Canada est allé à la guerre du Golfe en 1990 pour la première fois :
 - a. en 10 années
 - b. en 17 années
 - c. en 40 années
 - d. depuis la Guerre Mondiale première en 1914
7. Le système de paiements de péréquation de Canada prend de l'argent des provinces riches de :
 - a. l'Ontario et du Québec
 - b. de l'Ontario et de l'Alberta
 - c. de l'Alberta et de la Colombie-Britannique
 - d. de la Colombie-Britannique et la Terre-Neuve-et-Labrador

Exercice

1. Ceux qui pensent que le Canada est un état mineur considèrent que sa politique étrangère relie :
 - a. aux États-Unis
 - b. au Commonwealth
 - c. aux Nations Unies
 - d. à la Grande-Bretagne
2. La population du Canada est :
 - a. 3 millions
 - b. 30 millions
 - c. 300 millions
 - d. 22.7 millions
8. L'OTAN veut dire :
 - a. l'Organisation de turbot de l'Atlantique du Nord
 - b. l'Organisation pour le terrorisme de l'Afrique du Nord
 - c. l'Organisation de travail à l'Atlantique Nord
 - d. l'Organisation pour le Traité de l'Atlantique Nord